Curriculum Vitae

Baptiste TRANCHANT

Né le 7 janvier 1980 à Villecresnes (94) Marié, père de trois enfants

baptiste.tranchant@u-bordeaux.fr



Professeur de droit public à l'Université de Bordeaux

CRDEI – Centre de recherche et de documentation européennes et internationales

Juge assesseur à la Cour nationale du droit d'asile

FORMATION ET CARRIERE UNIVERSITAIRES

2022 : Professeur associé à l'Université Laval (Québec)

2016 : Professeur à l'Université de Bordeaux

2012 : Agrégé des Facultés de droit, Professeur à l'Université Toulouse 1 Capitole

2010 : Maître de conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV

2009 : Docteur en droit, Université Montesquieu-Bordeaux IV

2003 : DEA en droit public, Université Montesquieu-Bordeaux IV

2002 : DEA en droit communautaire, Université Montesquieu-Bordeaux IV

TRAVAUX DE RECHERCHE

Publications

• Ouvrages individuels et direction d'ouvrages collectifs

- 1. L'autorité de chose jugée Etude de procédure internationale contentieuse, thèse, décembre 2009
- 2. Du conflit à la complémentarité Etudes franco-québécoises sur les rapports entre normes internationales, Paris, Pedone, 2016 (codirigé avec O. Blin)
- 3. Droit international et juges internes Colloque de la SFDI, Paris, Pedone 2024 (codirigé avec A. Marie)

Articles dans des revues internationales et nationales à comité de lecture

4. « L'application contentieuse des normes techniques des organisations internationales », Revue générale de droit international public, 2022, pp. 463-475

- 5. « Avis 1/17 : Une interprétation conciliante de l'autonomie du droit de l'UE au secours du mécanisme de règlement des différends relatifs aux investissements de l'AECG », *Cahiers de droit européen*, 2019, pp. 347-373
- 6. « Les arbitrages en matière d'investissement et la Russie », Revue générale de droit international public, 2019, pp. 185-202
- 7. « L'immunité étatique et l'exécution en France des sentences arbitrales internationales », Revue générale de droit international public, 2017, pp. 837-861
- 8. « Une nouvelle décision en l'affaire de l'« *Enrica Lexie* » : l'ordonnance en indication de mesures conservatoires du 29 avril 2016 », *Annuaire français de droit international*, 2016, pp. 183-198
- 9. « Une clarification partielle : l'arrêt rendu sur la demande en interprétation de l'arrêt du 15 juin 1962 en l'affaire du *Temple de Préah Vihéar* », *Annuaire français de droit international*, 2014, pp. 219-240
- 10. « Les immunités des Etats tiers devant la Cour pénale internationale », Revue générale de droit international public, 2013, pp. 633-656
- 11. « L'arrêt rendu par la CIJ sur la demande en interprétation de l'arrêt *Avena* (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique) », *Annuaire français de droit international*, 2009, pp. 191-220

• Contributions à des ouvrages collectifs

- 12. « Rapport introductif. Ce que sont les juges internes pour le droit international », in SFDI, Droit international et juges internes, Paris, Pedone, 2024, pp. 16-62 (rédigé avec A. Marie)
- 13. « Retrait(s) européen(s) du Traité sur la Charte de l'énergie », in Delas (O.), Mondelice (M.), Bichsel (O.), Gomez (C.) et Ouellet (R.) (dir.), Défis énergétiques et enjeux géopolitiques contemporains, Bruxelles, Bruylant, 2024, pp. 297-311
- 14. « La pratique de la reconnaissance en droit international et la situation biélorusse », in Belova (O.) et Flavier (H.) (dir.), Belarus : une quête démocratique au cœur du régime autoritaire, Pessac, Presses Universitaires de Bordeaux, 2024, pp. 133-146.
- 15. « L'Union européenne et les Etats membres en matière d'investissements étrangers », in Delas (O.) (dir.), L'Union européenne, puissance globale dans les relations internationales et transatlantiques, Bruxelles, Bruylant, 2023, pp. 379-394
- 16. « L'Union européenne et la situation contemporaine de l'OMC », in Delas (O.) (dir.), L'Union européenne et l'Amérique du Nord à l'heure de la Nouvelle Route de la Soie, Bruxelles, Bruylant, 2020, pp. 51-62
- 17. « L'immunité d'exécution », in Cahin (G.), Poirat (F.) et Szurek (S.) (dir.), La France et le droit international La condition des biens, Paris, Pedone, 2019, pp. 449-475
- 18. « Une expérience pionnière : la participation de l'UE au règlement des différends de l'OMC », in Côté (Ch.-E.), Guèvremont (V.) et Ouellet (R.) (dir.), Vingt ans de droit de l'OMC : Regards critiques sur un système en constante évolution, en cours de publication aux Presse de l'Université Laval, Québec (Canada)

- 19. « La définition de nouvelles compétences », in J. Andriantsimbazovina, L. Burgogue-Larsen et S. Touzé (dir.), La protection des droits de l'homme par les cours supranationales, Paris, Pedone (coll. des Publications de l'Institut international des droits de l'homme), 2016, pp. 87-106
- 20. « L'abus du droit d'ester en justice en droit international », in Bin (F.) (dir.), L'abus de droit, regards croisés franco-tchèque, traduit en tchèque in Tichy (Lubos), Maslowski (Solange) et Troup (Tomas) (dir.), Zneuziti Prava, Prague, Publ. du Centre de droit comparé de l'Université Charles de Prague, 2016, pp. 71-80
- 21. « Les conflits entre traités internationaux devant les juridictions françaises », in O. Blin et B. Tranchant (dir.), Du conflit à la complémentarité Etudes franco-québécoises sur les rapports entre normes internationales, Paris, Pedone, 2016, pp. 93-117
- 22. « Introduction de l'atelier I Le précédent devant les juridictions judiciaires internationales et régionales », in SFDI (dir.), Le précédent en droit international, Paris, Pedone, 2016, pp. 267-269
- 23. « L'articulation entre le droit de l'UE et le droit international », in Tiniere (R.) et Vial (C.) (dir.), La protection des droits fondamentaux dans l'UE Entre évolution et permanence, Bruxelles, Bruylant, 2015, pp. 87-106
- 24. « Les instruments de la constitutionnalisation : la Charte des Nations Unies », in Laval (P.-F.) et Prouvèze (R.) (dir.), L'ONU entre internationalisation et constitutionnalisation, Paris, Pedone, 2015, pp. 61-71
- 25. « La continuité de la juridiction en droit international », in Simonian-Gineste (H.) (dir.), La (Dis)continuité en droit, Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2014
- 26. « Le partage entre l'Union et les Etats membres de la compétence externe : questions soulevées par les accords de protection des investissements », in Grard (L.) (dir.), L'Europe face au monde, Paris, Pedone, 2013, pp. 21-31
- 27. « Les nouveaux champs de la non-discrimination », in Fines (F.), Gauthier (C.) et Gautier (M.) (dir.), La non-discrimination entre les européens, Paris, Pedone, 2012, pp. 113-130

• Notes de jurisprudence

- 28. Note sous CE, 2ième et 7 ième chambres réunies, arrêt du 19 juin 2023, n° 469722, RGDIP, 2024, pp. 203-209 [Extradition Conséquences d'une exceptionnelle gravité sur la santé Article 3 CEDH Convention européenne d'extradition Réserve à un traité Invocabilité Conflit entre traités Assurances diplomatiques]
- 29. Note sous Cass., 1ière civ., arrêt du 28 juin 2023, n° 21-19.766, *RGDIP*, 2024, pp. 210-217 [Immunité de l'Etat Exception Terrorisme Jus cogens Jurisprudence de la CIJ Jurisprudence de la Cour EDH Contentieux Iran-Etats-Unis]
- 30. Note sous Cass. crim., 11 octobre 2022, n° 22-80.120, RGDIP, 2023, pp. 269-274 [Guerre en Ukraine Exclusion de la Fédération de Russie du Conseil de l'Europe Participation de la Fédération de Russie à la Convention européenne d'extradition Résolution du Comité des ministres du Conseil de l'Europe]

- 31. Note sous CE, 2ième et 7ième chambres réunies, 18 novembre 2022, n° 461381, *RGDIP*, 2023, pp. 282-288 [Conflit entre traités internationaux Convention bilatérale d'extradition Article 3 CEDH Réclusion à perpétuité incompressible Assurances diplomatiques]
- 32. Note sous Cass. soc., 11 mai 2022, n° 21-14.490 et n° 21-15-247, *RGDIP*, 2022, pp. 607-630 [Statut des traités en droit interne jurisprudence judiciaire jurisprudence administrative invocabilité effet direct effet direct horizontal effet direct vertical contrôle de conventionnalité abstrait contrôle de conventionnalité *in concreto* Charte sociale européenne Convention OIT]
- 33. Note sous CE, Assemblée, 21 avril 2021, *French Data Network et autres*, n° 393099 et autres ; et CE, Assemblée, 17 décembre 2021, n° 437125, *RGDIP*, 2022, pp. 159-179 [Droit de l'UE Constitution Primauté Dualisme Limite constitutionnelle à l'application du droit de l'UE Limite constitutionnelle à l'application du droit international]
- 34. Note sous Cass. crim., 28 juillet 2021, n° 20-81553, *RGDIP*, 2021, pp. 688-696 [« Biens mal acquis » Immunité de juridiction pénale Immunité personnelle Vice-Président de la République en exercice Coutume internationale Ordonnance en indication de mesures conservatoires (CIJ) Inviolabilité des locaux de la mission diplomatique]
- 35. Note sous Cass. 1^{ière} civ., 3 février 2021, *Société Commissions Import Export (Commisimpex) c.* République du Congo, n° 19-10669, RGDIP, 2021, pp. 429-437 [Immunité souveraine d'exécution Mission diplomatique Compte bancaire Charge de la preuve Renonciation expresse et spéciale à l'immunité Article 6 CEDH]
- 36. Note sous Cass. 1^{ière} civ., 3 mars 2021, n° 19-22855, *RGDIP*, 2021, pp. 438-446 [Immunité de l'Etat Immunité de juridiction Immunité restreinte Souveraineté de l'Etat Service public Service public de l'éducation Droit d'accès à un tribunal Article 6 CEDH Déni de justice Recours alternatifs]
- 37. Note sous Cass. crim., 13 janvier 2021, n° 20-80.511, RGDIP, 2021, pp. 177-185 [Immunité de l'Etat Immunités des représentants ou agents des Etats Immunité ratione materiae Ancien chef d'Etat Membre du gouvernement Fonctionnaire Militaire Exception à l'immunité Torture Communauté internationale Jus cogens Camp de Guantanamo]
- 38. Note sous Cass. Crim., 2 septembre 2020, n° 18-84682, *RGDIP*, 2020, pp. 713-718 [Immunité de juridiction pénale Chef d'Etat en exercice Exception Torture Communauté internationale Jus Cogens Droit d'accès à un tribunal (article 6 CEDH)]
- 39. Note sous Cass. crim., 11 septembre 2019, n° 18-81067, *RGDIP*, 2020, pp. 193-201 [Réserves aux traités internationaux Contrôle du juge national Non bis in idem Article 4 du protocole n° 7 à la CEDH]
- 40. Note sous TC, 11 mars 2019, n° C4153, *RGDIP*, 2019, pp. 800-804 [Affaire des « emprunts russes » Responsabilité de l'Etat Acte de gouvernement]
- 41. Note sous CE, 2^{ième} et 7^{ième} chambres réunies, 18 juin 2018, n° 415046, RGDIP, 2019, pp. 543-552 [Extradition Double incrimination Principe de légalité des délits et des peines Principe de non-rétroactivité de la loi pénale Crime contre l'humanité Crime international Ordre public français Bosnie-Herzégovine]
- 42. Note sous CE, 2^{ième} et 7^{ième} chambres réunies, 28 février 2019, n° 414821, RGDIP, 2019, pp. 552-558 [Jugement international Autorité de chose jugée Tribunal pénal international pour le Rwanda Acquittement Asile Statut de réfugié Exclusion Crime de génocide]

- 43. Note sous CAA Paris, 10^{ième} chambre, 7 février 2017, n° 15PA04836, RGDIP, 2018, pp. 235-248 [Immunité de juridiction; Immunité d'exécution; Organisation internationale; Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés; Droit à un tribunal; Applicabilité des traités internationaux en droit français; Publication; Ratification; Responsabilité de l'Etat du fait de l'application d'un traité international; Conflit entre traités internationaux]
- 44. Note sous Cass. crim., 28 février 2017, n° 16-84181, RGDIP, 2018, pp. 269-272 [Territoire Savoie Traité de Turin (1860) Traité de paix du 10 février 1947 Article 102 de la Charte des Nations Unies]
- 45. Note sous CE, sect., 22 décembre 2017, n° 408811, RGDIP, 2018, pp. 505-513 [Extradition Terrorisme Risque de traitements inhumains et dégradants Violation éventuelle de l'article 3 de la CEDH Exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme Assurances diplomatiques]
- 46. Note sous Cass. 1ière civ., 28 mars 2018, Société Komstroy (venant aux droits de la société Energoalians) c. République de Moldavie, n° 16-22494, RGDIP, 2018, pp. 784-790 [Traité sur la Charte de l'énergie Définition de l'investissement Arbitrage Recours en annulation]
- 47. Note sous CC, 8 décembre 2016, décision n° 2016-741 DC, *Loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique*, *RGDIP*, 2017, pp. 523-532 [Immunité d'exécution; Droit à un recours juridictionnel effectif; Droit d'obtenir l'exécution d'une décision de justice; Contrôle de constitutionnalité; Contrôle de conventionalité]
- 48. Note sous CE, Sect., 9 décembre 2016, n° 394399, *RGDIP*, 2017, pp. 227-233 [Extradition; Annulation d'un décret d'extradition; Interdiction d'extrader pour des motifs politiques; Principe à valeur constitutionnel; Convention européenne d'extradition]
- 49. Note sous Cass. 1^{ière} civ., 25 mai 2016, n° 15-18646, RGDIP, 2016, pp. 689-695 [Immunité d'exécution ; Organisation internationale ; Droit d'accès à un tribunal ; Responsabilité de l'Etat du fait de l'application d'un traité international ; Conflit entre traités internationaux]
- 50. Note sous CE, 3^{ième} et 8^{ième} SSR, 12 février 2016, n° 387931, *RGDIP*, 2016, pp. 695-701 [Acte unilatéral; Organisation internationale; Mesure nationale de mise en œuvre d'une décision internationale; Exception d'illégalité; Compétence de la juridiction administrative; Acte de gouvernement]
- 51. Note sous CE, 6^{ième} et 1^{ière} SSR, 11 décembre 2015, n° 383835, *RGDIP*, 2016, pp. 453-462 [Immunité d'exécution; Organisation internationale; Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés; Applicabilité des traités internationaux en droit français; Publication; Responsabilité de l'Etat du fait de l'application d'un traité international]
- 52. Note sous CE, 3ième et 8ième SSR, 30 décembre 2015, n° 384321, *RGDIP*, 2016, pp. 463-466 [Acte unilatéral; Acte de gouvernement; Mission diplomatique]
- 53. Note sous CE, 3^{ième} et 8^{ième} SSR, 27 octobre 2015, n° 393026, n° 393488, n° 393622, n° 393659 et n° 393724, RGDIP, 2016, pp. 186-192 [Traité international ; Statut interne ; Invocabilité ; Effet direct ; Autorité ; Obligation procédurale ; Obligation substantielle]
- 54. Note sous Cass. crim., 15 décembre 2015, n° 15-83156, RGDIP, 2016, pp. 192-202 [« Biens mal acquis » ; Immunité de juridiction pénale ; Vice-Président de la République en exercice ; Opposabilité des fonctions ; Immunité « personnelle » ; Immunité « matérielle »]
- 55. Note sous Cass. crim., 14 octobre 2015, n° 15-84420, *RGDIP*, 2016, pp. 213-215 [Extradition; Double incrimination; Principe de légalité des délits et des peines; Génocide; Rwanda]

- 56. Note sous Cass. 1^{ière} civ., 13 mai 2015, *Société Commissions Import Export (Commisimpex) c.* République du Congo, n° 13-17751, RGDIP, 2015, pp. 657-663 [Etat; Immunité d'exécution; Mission diplomatique; Compte en banque; Renonciation à l'immunité]
- 57. Note sous CE, 30 janvier 2015, n° 363520, RGDIP, 2015, pp. 663-668 [Charte sociale européenne; Effet direct]
- 58. Note sous CE, 30 janvier 2015, n° 384545, *RGDIP*, 2015, pp. 469-476 [Extradition; Demande d'asile; Acte unilatéral; Assurances diplomatiques; Contrôle *a posteriori*]
- 59. Note sous Cass. 1^{ière} civ., 19 mars 2014, *Strategic technologies c. Procurement Bureau of the Republic of China Ministry of National Defence*, n° 11-20312, et Cass. 1^{ière} civ., 5 novembre 2014, *République populaire de Chine c. République de Chine (Taïwan) et autres*, n° 13-16307, *RGDIP*, 2015, pp. 276-288 [Etat; République de Chine (Taïwan); République populaire de Chine; Reconnaissance; Refus de reconnaissance; Immunité de juridiction; Continuité de l'Etat]
- 60. Note sous Cass. 1^{ière} civ., 5 mars 2014, *Société Romak c. République d'Ouzbékistan*, n° 12-22406, *RGDIP*, 2015, pp. 302-308 [Etat ; Immunité d'exécution ; Exception ; Compte en banque ; Renonciation à l'immunité]
- 61. Note sous CE, 28 mars 2014, n° 373064, *RGDIP*, 2014, pp. 712-718 [Cour pénale internationale; Election des juges; Présentation d'un candidat par le groupe français de la Cour permanente d'arbitrage; Incompétence de la juridiction administrative française; Acte de gouvernement]
- 62. Note sous CE, 10 février 2014, n° 358992, RGDIP, 2014, pp. 718-720 [Charte sociale européenne; Effet direct]
- 63. Note sous CE, 28 avril 2014, n° 372679, *RGDIP*, 2014, pp. 720-722 [Etranger; Acquisition de la nationalité française par mariage; Indignité]
- 64. Note sous Cass. crim., 26 février 2014, n° 13-86.631, n° 13-87.846 et n° 13-87.888, RGDIP, 2014, pp. 406-417 [Extradition; Double incrimination; Principe de légalité des délits et des peines; Génocide; Crimes contre l'humanité; Rwanda]
- 65. Note sous Cass. crim., 15 janvier 2014, n° 13-84.778, RGDIP, 2014, pp. 418-420 [Convention d'entraide judiciaire en matière pénale ; Réserve ; Application dans l'ordre interne]
- 66. Note sous Cour d'appel de Versailles, 22 mars 2013, Association France-Palestine Solidarité et Organisation de Libération de la Palestine c. Société Alstom Transport SA, Société Alstom SA et SA Veolia Transport, n° 11/05331, RGDIP, 2014, pp. 192-212 [Tramway de Jérusalem; Colonies de peuplement israéliennes implantées à Jérusalem-Est; Sujets du droit international; Responsabilité internationale des entreprises; Effet direct du droit international; Jus cogens]
- 67. Note sous Tribunal CIRDI, 16 juillet 2010, Millicom International Operations B.V. et Sentel GSM SA c. République du Sénégal (compétence du tribunal), ARB/08/20, Revue de l'arbitrage, 2010, pp. 915-919 [Consentement à l'arbitrage CIRDI; Règles d'interprétation des traités internationaux]
- 68. Note sous Comité *ad hoc* CIRDI, 29 mai 2010, *Helnan International Hotel A/S c. République arabe d'Egypte*, ARB/05/19, *Revue de l'arbitrage*, 2010, pp. 919-924 [Epuisement des voies de recours internes comme condition de fond ; Excès de pouvoir manifeste]

Autres

- 69. Recension de l'ouvrage « De Genève à Nuremberg Carl Schmitt, Hans Kelsen et le droit international » d'Emmanuel Pasquier, in Droit et Société, n° 86, 2014, pp. 260-262
- 70. « Retour sur un classique : le *Traité théorique et pratique de l'arbitrage international* d'Alexandre Merignhac », Revue générale de droit international public, 2006-2
- 71. Participation à la bibliographie critique de la Revue générale de droit international public entre 2004 et 2013 (plusieurs notules bibliographiques rédigées dans chaque numéro de la Revue, plus d'une centaine de notules publiées sur l'ensemble de la période)

Colloques

Organisation de colloques

- Organisation du colloque annuel de la Société française pour le droit international, *Droit international et juges internes*, Bordeaux, 25 et 26 mai 2023 (avec A. Marie)
- Organisation d'un colloque international (Université Toulouse 1 Université Laval) sur *Les rapports entre normes internationales. Conflits et complémentarités*, Toulouse, 17 octobre 2013 (codirigé avec O. Blin)
- Membre du conseil scientifique du colloque annuel de la Société française pour le droit de l'environnement, Le droit d'accès à la justice en matière d'environnement, Toulouse, 5 et 6 novembre 2015
- Membre du comité d'organisation des Universités européennes d'été 2019, « Le Conseil de l'Europe, 70 ans et après ? », Bordeaux, 16-20 septembre 2019

• Interventions lors de colloques

- Colloque international « Les Ateliers Schuman Défis énergétiques et enjeux géopolitiques contemporains », communication sur « Le Traité sur la Charte de l'énergie », Québec, 2 novembre 2023
- Ecole d'automne sur l'Union européenne organisée par la Chaire Jean Monnet de l'Université Laval, communications sur « L'UE, une organisation internationale comme les autres ? » et « Le retrait du Traité sur la charte de l'énergie : enjeux et conséquences », Québec, 29-30 octobre 2023
- Conférences de rentrée 2023, « La guerre en Ukraine devant les juges », Bordeaux, 14 septembre 2023
- Colloque annuel de la SFDI, « Droit international et juges internes Introduction », Bordeaux, 25 et 26 mai 2023
- Colloque international « Les Ateliers Schuman », communication sur « La Cour de justice de l'Union européenne et l'AECG », Québec, 3 novembre 2022
- Ecole d'automne sur l'Union européenne organisée par la Chaire Jean Monnet de l'Université Laval, communication sur « L'UE, une organisation internationale comme les autres ? », Québec, 30 octobre 2022

- Les vendredis de l'Ukraine organisés par le CRDEI-Université de Bordeaux, communication sur « Les procédures devant la Cour internationale de justice », Bordeaux, 1^{er} avril 2022
- Journée d'étude organisée par l'IHEI et l'OCDE, communication sur « L'application contentieuse des normes techniques des organisations internationales », Paris, 11 mars 2022
- Ecole d'automne sur l'Union européenne organisée par la Chaire Jean Monnet de l'Université Laval, communication sur « L'UE et les investissements étrangers », Québec, 25 octobre 2021
- Colloque interdisciplinaire organisé à l'Université de Bordeaux, communication sur « La pratique de la reconnaissance en droit international et la situation biélorusse », in *La crise politique en Biélorussie : révolution ou transition ?*, 12 mars 2021
- Colloque organisé à l'Université de Bordeaux, communication sur « La protection consulaire des étudiants en mobilité internationale », in *Mobilités internationales des étudiants et urgence sanitaire*, 19 novembre 2020
- Colloque interdisciplinaire Defense and Peace Bordeaux School, communication sur « Le rôle du droit européen et international », in Les investissements étrangers dans le domaine stratégique, Bordeaux, 12 mars 2020
- Colloque international « Les Ateliers Schuman », communication sur « L'AECG conforté par l'avis de la Cour de justice », in L'UE et l'Amérique du Nord à l'heure de la nouvelle route de la soie, Québec, 31 octobre 2019
- Ecole d'automne sur l'Union européenne organisée par la Chaire Jean Monnet de l'Université Laval, communication sur « L'UE et la situation contemporaine de l'OMC », Québec, 29 octobre 2019
- Colloque organisé à l'Université de Bordeaux, communication sur « Les arbitrages en matière d'investissement et la Russie », in La Russie face au droit international, 23 et 24 novembre 2017
- Colloque de l'Institut des Hautes Etudes Internationales de Paris (IHEI), communication sur « L'immunité étatique et l'exécution en France des sentences arbitrales internationales », in L'exécution des décisions juridictionnelles internationales, Paris, 20 et 21 octobre 2016
- Journée d'étude de l'Institut des Hautes Etudes Internationales de Paris (IHEI), communication sur « L'immunité d'exécution », in *La France et le droit international La condition des biens*, Paris, 24 mars 2016
- Colloque de l'Institut international des droits de l'homme (IIDH), communication sur « La définition de nouvelles compétences », in La protection des droits de l'homme par les cours supranationales, Toulouse, 8 et 9 octobre 2015
- Colloque international de l'Université Laval, communication sur « Une expérience pionnière : la participation de l'UE au règlement des différends de l'OMC », in *Vingt ans de droit de l'OMC : Regards critiques sur un système en constante évolution*, Québec, 17-19 septembre 2015
- Colloque international de l'Université Charles de Prague et de l'Université Toulouse 1 Capitole, communication sur « L'abus du droit d'ester en justice en droit international », in L'abus de droit, regards croisés franco-tchèque, Prague, 18 et 19 juin 2015

- Colloque de la Société française pour le droit international (SFDI), codirection de l'atelier « Le précédent devant les juridictions judiciaires internationales et régionales », in Le précédent en droit international, Strasbourg, 28-30 mai 2015
- Colloque de la CEDECE Association d'études européennes, communication sur « L'articulation entre le droit de l'UE et le droit international », in *La protection des droits fondamentaux dans l'UE Entre évolution et permanence*, Montpellier, 19 et 20 juin 2014
- Journée d'étude décentralisée de l'Association française de droit constitutionnel (AFDC), communication sur « Les instruments de la constitutionnalisation : la Charte des Nations Unies », in L'ONU entre internationalisation et constitutionnalisation, Besançon, 29 novembre 2013
- Colloque de l'Institut de recherche en droit européen, international et comparé de Toulouse, communication sur « Les conflits entre normes internationales devant les juridictions françaises » in Les rapports entre normes internationales. Conflits et complémentarités, Toulouse, 17 octobre 2013
- Colloque de l'Institut des Hautes Etudes Internationales de Paris (IHEI), communication sur « Les immunités des Etats tiers devant la Cour pénale internationale », in *La coopération judiciaire internationale*, Paris, 8 et 9 mars 2013
- Colloque de l'Institut fédératif de recherche en droit de l'Université Toulouse 1 Capitole, communication sur « La continuité de la juridiction en droit international », in La (Dis)continuité en droit, Toulouse, 14 et 15 février 2013
- Université d'été du Centre de Recherche et de Documentation Européennes et Internationales de Bordeaux, communication sur « Le partage entre l'Union et les Etats membres de la compétence externe : questions soulevées par les accords de protection des investissements », in L'Europe face au monde, Bordeaux, du 12 au 16 septembre 2011
- Colloque du Centre de Recherche et de Documentation Européennes et Internationales de Bordeaux, communication sur « Les nouveaux champs de la non-discrimination », in *La non-discrimination entre les européens*, Bordeaux, 7 et 8 avril 2011

ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT

- A l'Université de Bordeaux : cours dispensés de la Licence au Master 2 en droit international, en droit international et européen des investissements et en droit du contentieux international
- A l'Université Lyon 3 : cours de contentieux international dispensé en Master 2 Droit international
- A l'Université Toulouse 1 Capitole : cours dispensés de la première année de Licence au Master 2 en institutions internationales, en droit international public, en droit du contentieux international, en droit international humanitaire et pénal, en droit international économique et en *Public International Law* (cours dispensé en anglais en Master 2 *International Business Law*)
- A Sciences Po Toulouse et Sciences Po Bordeaux : séminaires dispensés en quatrième et cinquième années sur les questions internationales
- A l'étranger : cours de droit européen dispensé au collège franco-polonais de l'Université de Gdansk ; conférences sur le droit international dispensées à l'Université du Costa Rica (San Jose) ; séminaire sur le droit international des immunités à l'Université Laval (Québec) ; interventions à l'Ecole d'automne sur l'Union européenne, Université Laval à Québec (2019 et 2021) ; cours de droit international des investissements dispensé au Centre francophone en sciences humaines et sociales basé à Vilnius ; cours de droit international des investissements à l'Université du Minas Gerais (Belo Horizonte, Brésil)

- Formation à distance : Cours de droit international public dispensé dans le cadre du M2 MADIC (Master de droit international et comparé) – Formation à distance proposée par l'Université Toulouse 1 Capitole

AUTRES ACTIVITES UNIVERSITAIRES

Responsabilités éditoriales

- Membre du Comité de rédaction de la Revue générale de droit international public
- Direction de la chronique « Jurisprudence française en matière de droit international public » de la Revue générale de droit international public (2014-2024)
- Activité de peer-review pour la revue Law & Practice of International Courts and Tribunals

Responsabilités pédagogiques

- Co-Responsable de la Mention Droit international (6 Parcours de Master), Université de Bordeaux (depuis 2018)
- Responsable du Master Droit international, Université de Bordeaux (2018-2024)
- Responsable pédagogique du Master 2 Droit public fondamental, Parcours France Amérique latine, Université Toulouse 1 Capitole (2014-2016)

Responsabilités administratives

- Président de la Section de droit public de l'Université de Bordeaux (depuis 2023)
- Vice-président de la Section de droit public de l'Université de Bordeaux (2021-2023)
- Membre élu du Conseil de la Faculté de droit et science politique de l'Université de Bordeaux (2018-2022)

Missions à l'étranger

- A Québec : cours dispensés à l'Ecole d'automne sur l'Union européenne (29 et 30 octobre 2023)
- A Québec : communication sur l'Union européenne et le traité sur la Charte de l'énergie prononcée à l'occasion du Colloque international « Les Ateliers Schuman » (2 novembre 2023)
- A Québec : communication sur « La Cour de justice de l'Union européenne et l'AECG » prononcée à l'occasion du Colloque international « Les Ateliers Schuman » (3 novembre 2022)
- A Québec : communication sur « L'UE, une organisation internationale comme les autres ? » dispensée à l'occasion de l'Ecole d'automne sur l'Union européenne (30 octobre 2022)
- Avec Vilnius : cours de droit international des investissements dispensé auprès du Centre francophone en sciences humaines et sociales (décembre 2021)
- A Québec : communication sur « L'UE et les investissements étrangers » dispensée à l'occasion de l'Ecole d'automne sur l'Union européenne organisée par la Chaire Jean Monnet de l'Université Laval (25 octobre 2021)
- A Québec : communication sur « l'UE et la situation contemporaine de l'OMC » dispensée à l'occasion de l'Ecole d'automne sur l'Union européenne organisée par la Chaire Jean Monnet de l'Université Laval (29 octobre 2019)
- A Québec : communication sur « l'AECG conforté par l'avis de la Cour de justice » dispensée à l'occasion du colloque international Les Ateliers Schuman L'UE et l'Amérique du Nord à l'heure de la nouvelle route de la soie (31 octobre 2019)

- A Québec : conférences sur le droit des investissements et l'UE organisées par la chaire Jean Monnet de l'Université Laval (avril 2019)
- A Belo Horizonte (Brésil) : Conférences sur le droit international des investissements dispensés lors de la XIVième Session des Cours d'hiver de droit international (juillet 2018)
- A Québec : organisation d'un séminaire sur le droit international des immunités à l'Université Laval (novembre 2016)
- A Québec : communication présentée à l'occasion d'un colloque international organisé sur les vingt ans du droit de l'OMC par l'Université Laval (septembre 2015)
- Au Costa Rica : cycle de conférences sur le droit international dispensées à l'Université du Costa Rica à San Jose (juillet 2015)
- A Prague : communication présentée à l'occasion d'un colloque international organisé sur l'abus de droit à Université Charles (juin 2015)
- A Gdansk : mission d'enseignement assurée en droit européen au Collège franco-polonais de l'Université de Gdansk (avril 2013)

Missions d'évaluation

- Participation à plusieurs Comité de sélection pour le recrutement de maitre de conférences ou de professeur (procédure de mutation ou procédure dite du « 46-1 »), à l'Université de Bordeaux comme à l'extérieur (Université Toulouse 1 Capitole)
- Présidence de jury de soutenance de thèse
- Membre du jury du prix de thèse de l'Ecole nationale de la magistrature (2022)
- Membre du jury du prix de thèse « Suzanne Bastid » de la Société française pour le droit international (2015-2016)
- Missions d'expertise scientifique réalisées pour l'Association Nationale de la Recherche et de la Technologie dans le cadre du dispositif CIFRE

Directions de thèses

* Thèse soutenue

- Milcar Jeff Dorce, La protection internationale des investissements dans la Caraïbe : une mosaïque complexe de méfiance et d'adaptation, thèse soutenue à l'Université de Bordeaux le 12 décembre 2022 (financement de la Collectivité territoriale de Martinique)

* Thèses en préparation

- Louis Mendes, Le choix des juges dans le contentieux international des investissements, thèse préparée à l'Université de Bordeaux (depuis septembre 2017 contrat doctoral)
- Robin Lecheks, L'articulation des instruments internationaux de protection des droits de l'enfant applicables en Afrique, thèse préparée à l'Université de Bordeaux, en cotutelle internationale avec le professeur Olivier Delas de l'Université Laval (depuis septembre 2017)
- Aziz Jalleli, Les assurances diplomatiques, thèse préparée à l'Université de Bordeaux (depuis septembre 2018 contrat doctoral)
- Ghislain Convelbo, Le pouvoir de réglementation de l'Etat et la protection internationale des investissements étrangers, thèse préparée à l'Université de Bordeaux (depuis septembre 2020)

- Carla Gomez, Le développement de la prise en compte de valeurs non marchandes par le droit international économique, thèse préparée à l'Université de Bordeaux, en cotutelle internationale avec le professeur Richard Ouellet de l'Université Laval (depuis septembre 2020 contrat doctoral)
- Paul Uranga, La limitation du cumul de procédures dans le contentieux des investissements, thèse préparée à l'Université de Bordeaux, en cotutelle internationale avec le professeur Richard Ouellet de l'Université Laval (depuis septembre 2021 contrat doctoral)
- Kouacou Yao, L'investissement illicite, thèse préparée à l'Université de Bordeaux (depuis septembre 2021)

Participation aux travaux de sociétés savantes

- Membre de la Société française pour le droit international
- Membre de la Branche française de l'Association de droit international / International Law Association